Nouvelles locales du mardi 19 novembre 2013

@rib News, 19/11/2013 | Politique - Le ministre de l'intérieur a fait savoir qu'il ne peut pas refuser l'agrément à l'association qui milite pour la paix et la démocratie dans le pays. Il a affirmé cela au moment où certains jeunes viennent de déclarer qu'ils se solidarisent de l'ADC-Ikibiri. Edouard Nduwimana estime que les deux jeunes peuvent demander et obtenir l'agrément de leur association mais non en tant que coalition puisque les coalitions sont uniquement autorisées en période électorale. Rappelant que l'ADC-Ikibiri n'est pas reconnu par la loi et ajoutant qu'il ne connaît pas les jeunes qui ont décidé de quitter l'ADC-Ikibiri, il semble soutenir toute initiative qui viserait la destruction de cette coalition qu'il qualifie d'illégale. Ainsi, il demande à quiconque aurait un projet de mise en place de son association de ne pas avoir honte de se confier à ce ministre, affirmant que chaque cas sera traité conformément à la loi. [isanganiro]

- Le président de l'ADC-Ikibiri estime que le travail du ministre de l'intérieur ne peut en aucun cas surprendre qui que ce soit. L'once Ngendakumana trouve plutôt qu'Edouard Nduwimana est un spécialiste de provocation des scissions dans les associations et les partis politiques. Selon lui, il est clair que, dans les propos tenus par le ministre de l'intérieur, c'est bien lui qui est la tête de ces jeunes et ces propos ravivent la haine qu'il a vis-à-vis de l'ADC-Ikibiri. Il s'agit d'ailleurs du fait que ce sont des personnes qui ne sont nulle part dans la hiérarchie des organes d'un quelconque parti politique membre de l'ADC-Ikibiri qui sont utilisées pour détruire cette alliance. Il demande au ministre Nduwimana de ne plus perdre ses énergies dans des entreprises qui ne peuvent en aucun cas aboutir. [isanganiro/rtr]- Les analystes de discours constatent que le discours de Pierre Nkurunziza lors de la célébration de la journée du combattant au sein du parti CNDD-FDD n'est pas un discours d'un chef de l'Etat qui devrait afficher une certaine neutralité vis-à-vis de qui ne concernent pas tous les burundais. Selon le professeur Gertrude Kazoviyo, le président de la République a prononcé un discours qui fait ressentir qu'il a été d'accord physiquement, mais pas mentalement. Elle trouve à ce discours discrédité ceux qui n'ont pas été au combat et cela met sans doute en péril le processus de reconquête des burundais. Elle trouve qu'il devrait plutôt dissocier le parcours personnel dans la lutte armée et le statut de chef de l'Etat qu'il occupe actuellement et prononcer un discours plutôt rassembleur. [rpa]

- Le parti Uprona trouve que la constitution de la République du Burundi n'est pas une propriété du parti CNDD-FDD même s'il est majoritaire dans les institutions. Lors d'une conférence de presse animée ce mardi, le président de ce parti constate que la constitution qui est le fruit des négociations entre les politiciens burundais ne peut pas être unilatéralement modifiée sans consultation de ceux qui l'ont mise en place. Charles Nditije constate aussi que ce texte a été modifié plusieurs fois selon des uns et des autres et que le texte adopté par le conseil des ministres est fortement différent de celui qui a été transmis à l'Assemblée nationale. Selon lui donc, personne n'a le droit de toucher à ce texte sans avoir préalablement consulté les autres partenaires nationaux. [rpa/rtr/isanganiro/bonesha] | Gouvernance - Le syndicat SYTRAPO des travailleurs du port de Bujumbura a suspendu ce mardi le mouvement de grève qu'il avait entamé dès hier matin. Dans un communiqué de presse rendu public, ces travailleurs font savoir que les pourparlers avec la direction générale de Global Ports Services ont abouti à un compromis qui leur rassure qu'avant la fin de cette année, leurs revendications seront toutes satisfaites. Rappelons toutefois qu'ils réclamaient de la part de leur ancien employeur le versement des indemnités de licenciement qui s'élevaient à plus de 200 millions, un versement de leurs cotisations à l'INSS pour le 4^e trimestre de la dernière année de travail ainsi que la mise en place du comité d'entreprise par le nouvel employeur.

[rpa/rtnb/rtr/isanganiro/bonesha]- La PARCEM constate qu'il y a un malentendu entre les dirigeants de l'OBR eux-mêmes sur la question des commerçants de pagnes. Selon le président de cette association, il est incompréhensible qu'un commissaire chargé des enquêtes, hiérarchiquement inférieur au commissaire général de cet office s'oppose à une résolution que ce dernier a passée avec les commerçants de pagnes du marché dit chez Siyoni. Faustin Ndikumana rappelle qu'un bon impôt est celui qui est accepté et payé et de plus qui laisse celui qui la paie, la possibilité de continuer à exercer sa profession. Il dit donc ne pas comprendre comment les commerçants qui ont accepté de payer cet impôt soient pris en otage par le commissaire chargé des enquêtes au sein de l'OBR. Il demande le respect des engagements pris entre les deux parties dans l'intérêt du commerce en général et de ces commerçants en particulier. [rpa] | Education

Les étudiants représentés par l'association des étudiants de l'université du Burundi démentent les propos des autorités rectores de cette institution comme quoi la situation qui prévaut dans les campus universitaires se base sur les questions ethniques. Selon Elie Irakoze qui avait été chargé de préparer les élections des représentants de ces étudiants, la question ethnique n'a pas de place dans cette situation et pense plutôt à une instrumentalisation de certains étudiants par les autorités rectores sur des bases politiques. Il se base sur les chants qu'ont chantés ceux qui ont semé le désordre samedi de la semaine dernière qui sont apparemment ceux de certains partis politiques. Il reconnaît que les autorités rectores ont le droit de leur donner des conseils et non des injonctions et demande aux jeunes universitaires de ne pas se laisser entraîner dans des manipulations partisans de la part des politiciens qui agissent purement pour leurs propres intérêts. Il demande ensuite aux autorités rectores de laisser les étudiants choisir librement leurs représentants. [rpa/rtnb/rtr/isanganiro/bonesha] | Justice - Comparution pour la deuxième fois du chef de zone de Butihinda de la province Muyinga ce mardi devant le tribunal de grande instance de Muyinga. Issa Bankuwunguka est accusé, avec trois autres personnes, d'avoir tué deux personnes : une femme membre du parti FN et un policier, lors de l'année 2011. Ils ont plaidé non coupables et ont demandé à être blanchis et lavés de cette accusation. Le procureur de la République dans cette province a requis une peine de prison à vie pour ces personnes. L'avocat de la partie civile s'écrit du fait que ces personnes restent libres alors que des soupçons graves pèsent sur eux. A cette inquiétude, le représentant du ministère public dans cette province répond que ces personnes sont considérées comme innocentes du moment que le tribunal n'a pas encore rendu son verdict. L'affaire a été prise en délibéré et la sentence est attendue dans un mois. [bonesha/isanganiro/rpa] | Sécurité - Le COSOME trouve que les Imbonerakure qui portent ouvertement des tenues militaires et policières en public peuvent semer le désordre lors des élections de 2015. Selon le président de cette coalition de la société civile, les membres des partis politiques autres que

celui qui est au pouvoir pourront subir cette intimidation plus que toute autre personne. Justine Nzisabira estime que les organes chargés du maintien de la paix et la sécurité dans le pays sont connus et que les autres groupes devraient être neutralisés afin de ne pas confondre avec ces organes et que chacun s'occupe tranquillement de sa tâche. Elle demande aux policiers et aux militaires d'afficher correctement leur neutralité afin d'empêcher ces jeunes de se confier à eux. [rtr/isanganiro]- Une personne a été battue sur la colline Kiramira de la commune Rugombo dans la province de Cibitoke le soir de ce dimanche par le représentant des jeunes Imbonerakure sur cette même colline. Elle a été accusée d'avoir dit du mal de ces Imbonerakure et a été sérieusement battue quitte à ce que ces dents de la mâchoire supérieure lui ont été enlevées. Au lit de l'hôpital de Cibitoke, il demande que justice lui soit faite et qu'elle ait des frais de la part des Imbonerakure pour payer sa facture. Le représentant de l'ACAT dans cette province demande que le coupable, qui est parmi les cinq collinaires de Kiramira, soit arrêté et puni conformément à la loi. [bonesha]